



L'ÉCOLE BUISSONNIÈRE

Le bulletin de la CNT 34 éducation santé social
n°7 automne 2012

En 2012, la lutte est toujours plus nécessaire

En effet pour nous, il n'y a aucun changement à attendre du nouveau gouvernement dit « socialiste ». Ce n'est pas lui qui instaurera une réelle démocratie, ni une école émancipatrice. Pas plus qu'il n'a l'air décidé à supprimer les nombreux contrôles et fichage liberticides instaurés depuis des années. Bien au contraire, il semble décidé à poursuivre le soutien au système capitaliste et nous risquons de subir de nouvelles mesures antisociales comme c'est le cas pour les espagnols ou les grecs.

Nous vous invitons donc à venir nous rencontrer lors des **réunions d'information** suivantes :

à **Montpellier** à l'école André Boulloche le **vendredi 12 octobre** à 18h

à **Sète** au lycée Joliot Curie le **mardi 16 octobre** à 17h30

à **Lodève** à l'école Fleury le **mardi 23 octobre** à 18h

Sommaire

Autogestion, mode d'emploi p 2 et 3
Eduquer pour émanciper p 4
Nos enfants sont-ils dangereux ? p 5
Refusons de payer leur crise p 7
Les luttes de la CNT 34 éducation p 8

La CNT c'est quoi ?

La CNT-FTE (fédération des travailleur-euses de l'Education) est un syndicat indépendant qui vit sans subvention, avec les cotisations des adhérent-es. La CNT-FTE fonctionne en autogestion, tout est décidé en assemblées générales dans chaque syndicat, les mandats sont tournants et révocables à tout moment, il n'y a pas de permanents et tout travail est bénévole. Nous effectuons un travail interprofessionnel avec les autres syndicats de la CNT. Nous sommes :

Un **SYNDICAT** ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique,

politique, social et culturel. **DE COMBAT** ! Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqués eux-mêmes. **SOLIDAIRE** ! Parce que les hiérarchies s'opposent à la construction d'une société égalitaire et autogérée.

ANTICAPITALISTE ! Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons alors les orienter pour le bien de toute la collectivité. C'est pourquoi le syndicalisme doit être porteur d'un projet de changement global de société. Nous sommes donc révolutionnaires.

CNT



Éducation 34

20 rue Terral, 34 000 Montpellier
education34@cnt-f.org
<http://www.cnt-f.org/educ34>

34

AUTOGESTION, MODE D'EMPLOI

L'autogestion consiste à gérer nous-mêmes ce qui nous concerne, à se réapproprier nos vies et nos choix, nos villes et nos campagnes, nos activités et nos désirs.

C'est un moyen de lutte contre les dominations, étatique et capitaliste., un moyen d'organisation, une tentative d'acquérir notre autonomie.

L'autogestion c'est la gestion de structures (quartiers, entreprises, services publics...) par la collectivité, dans une perspective d'égalité, de fédéralisme et d'absence de hiérarchie. Cette autogestion, la CNT la revendique pour un changement global de société : la gestion d'une société sans État ni Patrons.

Nous vivons dans une société dont l'organisation est hiérarchique, que ce soit dans le travail, la production, l'entreprise, l'administration, la politique, l'Etat; ou encore dans l'éducation et la recherche scientifique. La hiérarchie n'est pas une invention de la société moderne. Ses origines remontent loin, bien qu'elle n'ait pas toujours existé, et qu'il y ait eu des sociétés non hiérarchiques qui ont très bien fonctionné(1). Mais dans la société moderne le système hiérarchique (ou, ce qui revient à peu près au même, bureaucratique) est devenu pratiquement universel. Dès qu'il y a une activité collective quelconque, elle est organisée d'après

le principe hiérarchique, et la hiérarchie du commandement et du pouvoir coïncide de plus en plus avec la hiérarchie des salaires et des revenus. Ainsi, les gens n'arrivent plus à s'imaginer qu'il pourrait en être autrement.

Les défenseurs du système actuel essaient de le justifier comme le seul "logique", "rationnel", "économique". Ces "arguments" ne valent rien et ne justifient rien, le système en place est générateur d'abusridités tel que la destruction des stocks de nourriture alors que la famine sévit dans de nombreux pays. Ils sont faux pris chacun séparément et contradictoires lorsqu'on les considère tous ensemble. Mais on présente aussi le système actuel comme le seul possible, prétendument imposé par les nécessités de la production moderne, par la complexité de la vie sociale, la grande échelle de toutes les activités économiques. L'existence d'une hiérarchie est radicalement incompatible avec l'autogestion.

Mais que signifie décider ?

Décider, c'est décider soi-même. Ce n'est pas laisser la décision à des "gens compétents", soumis à un vague "contrôle". Ce n'est pas non plus désigner les gens qui vont, eux, décider. Ce n'est pas parce que la population française désigne, une fois tous les cinq ans, ceux qui feront les lois, qu'elle fait les lois, ou parce qu'elle désigne, une fois tous les cinq ans, celui qui

décidera de la politique du pays, qu'elle décide elle-même de cette politique. Elle ne décide pas, elle aliène son pouvoir de décision à des "représentants" (d'une part en se désintéressant des choix et d'autre part en n'étant jamais consultée sur ces choix pendant cinq ans). Certes, la désignation de représentants, ou de délégués, par les différentes collectivités, comme aussi l'existence d'organes -comités ou conseils- formés par de tels délégués sera, dans une foule de cas, indispensable. Mais elle ne sera compatible avec l'autogestion que si ces délégué(e)s représentent véritablement la collectivité dont ils (elles) émanent, et cela implique qu'ils (elles) restent soumis à son pouvoir. Ce qui signifie, à son tour, que celle-ci non seulement les élit, mais peut aussi les révoquer chaque fois qu'elle le juge nécessaire et s'investit dans la vie publique..

Comment peut-on décider, si l'on ne dispose pas des informations nécessaires pour bien décider ? Et comment peut-on apprendre à décider, si l'on est toujours réduit à exécuter ce que d'autres ont décidé ? Dès qu'une hiérarchie du commandement s'instaure, la collectivité devient opaque pour elle-même, et un énorme gaspillage s'introduit. Elle devient opaque, parce que les informations sont retenues au sommet. Un gaspillage s'introduit, parce que les travailleurs non infor-



més ou mal informés ne savent pas ce qu'ils devraient savoir pour mener à bien leur tâche, et surtout parce que les capacités collectives à se diriger, comme aussi l'inventivité et l'initiative, formellement réservées au commandement, sont entravées et inhibées à tous les niveaux.

Une collectivité autogérée n'est pas une collectivité sans discipline, mais une collectivité qui décide elle-même de sa discipline et, le cas échéant, des sanctions contre ceux qui la violent délibérément. Pour ce qui est, en particulier, du travail, on ne peut pas discuter sérieusement de la question en présentant l'entreprise autogérée comme rigoureusement identique à l'entreprise contemporaine sauf qu'on aurait enlevé la carapace hiérarchique. Dans l'entreprise contemporaine, on impose aux gens un travail qui leur est étranger et sur lequel ils n'ont rien à dire. L'étonnant, c'est qu'ils ne s'y opposent pas. On ne peut croire un seul instant que leur attitude à l'égard du travail resterait la même lorsque leur relation à leur travail sera transformée et qu'ils commenceront à en devenir les maîtres. D'ailleurs même dans l'entreprise contemporaine, il n'y a pas une, mais deux disciplines. Il y a la discipline à coups de contraintes et celle des sanctions financières que l'appareil hiérarchique essaie constamment d'imposer. Les groupes humains n'ont jamais été et ne sont jamais des conglomerats chaotiques d'individus uniquement mus par l'égoïsme et en lutte les uns contre les autres, comme veulent le faire croire les idéologues du capitalisme et de la bureaucratie qui n'expriment ainsi que leur propre mentalité.

Une société autogérée ne peut pas suivre cette « logique ». Sa logique est toute autre, c'est la logique de la libération des hommes et des femmes. La collectivité des tra-

vailleur(euse)s peut très bien décider que des journées de travail moins pénibles, moins absurdes, plus libres sont infiniment préférables à ce qui nous est imposé. Et, pour de tels choix, absolument fondamentaux, il n'y a aucun critère « scientifique » ou « objectif » qui vaille : le seul critère est le jugement de la collectivité elle-même sur ce qu'elle préfère, à partir de son expérience, de ses besoins et de ses désirs. La suppression de la hiérarchie des salaires est donc le seul moyen d'orienter le travail d'après les besoins de la collectivité, d'éliminer « le tous contre tous » de la mentalité économique et de permettre la participation intéressée, au vrai sens du terme, de tous les hommes et de toutes les femmes à la gestion des affaires de la collectivité.

La CNT pratique l'autogestion au quotidien dans ses différentes activités syndicales et cherche à l'étendre à tous les niveaux de la société.

À l'intérieur de ses structures syndicales :

- Par la démocratie directe : les tâches sont gérées collectivement, les décisions, prises en AG souveraines, doivent être respectées par des mandaté(e)s, révocables à tout moment. Il n'y a ni chef, ni permanent syndical, pour éviter la bureaucratisation et maintenir l'égalité entre les syndiqué(e)s. L'ensemble des activités de la CNT repose donc sur des travailleur(euse)s mandaté(e)s sur des tâches précises, et sont révocables à tout moment.

- En promouvant la rotation des tâches, pour éviter la personnification des activités et une trop grande spécialisation au profit de certain(e)s.

- Par l'action directe : les travailleur(euse)s organisent eux-mêmes leurs actions, sans passer par des intermédiaires tels que : les bureaucraties syndicales, les organismes paritaires ou les instances de cogestion. L'outil principal est

la grève, qui touche le point le plus vulnérable du capitalisme : le système productif.

- Par un caractère décisionnel des assemblées générales du syndicat, et le rôle uniquement pratique et fonctionnel du bureau.

- En favorisant l'égale participation de tous et toutes, et leur égale responsabilité vis-à-vis des activités du syndicat.

Dans les luttes :

- en se battant pour que des Assemblées Générales de salarié-e-s en lutte aient lieu, et qu'elles soient souveraines.

- en se battant pour que les délégué(e)s des AG soient mandaté-e-s de façon précise et révocables.

- en refusant les pratiques d'instrumentalisation des luttes au détriment de celles et ceux en lutte.

Les exemples de réussites de la pratique autogestionnaire et anarcho-syndicalistes sont nombreux dans l'histoire : depuis les coopératives ouvrières en France (SCOP), des collectivités de l'Espagne 36, en passant par l'autogestion des entreprises dans l' Argentine en crise des années 2000, les luttes du Chiapas au Mexique, ou encore l'autogestion qui se développe dans la Grèce actuelle...

Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place.

(1) voir les travaux de plusieurs ethnologues comme Pierre Clastres, *la société contre l'état*



EDUQUER POUR EMANCIPER

L'idée d'une éducation émancipatrice, c'est l'idée de la construction de son propre destin, à l'écart des routes tracées par avance par "dieu, le roi du pays ou le père de la famille". Une éducation où chaque être humain peut exprimer sa créativité, ses possibles, pour l'avenir de la communauté.

Mais depuis plus d'un siècle, nos gouvernants à droite comme à gauche entretiennent une confusion lourde de sens en réduisant une éducation émancipatrice à la seule « réussite scolaire » réduite elle-même à la réussite sociale de quelques uns par l'école. Au mépris de l'effondrement des autres dans des destins désormais écrits par McDo, Walt Disney et Playstation.

Parce qu'au fond, pour souhaiter qu'émerge une école émancipatrice, il faut d'abord avoir le désir que chacun s'émancipe : le peuple tout entier et pas seulement quelques icônes républicaines, ce que ne souhaitent ni la droite, ni la gauche (il faut dire que cette option pourrait se révéler dangereuse, car une population émancipée pourrait demander des comptes à ses gouver-

nants, alors qu'une population économiquement éprouvée et culturellement soumise se comporte bien plus docilement).

L'éducation émancipatrice, de par sa nature, ne se définit pas entièrement par avance, ni par des programmes pompeux, ni par de simples slogans.

On n'imagine pas forcément la liberté et l'émancipation exactement de la même façon que son voisin. Ce qui compte, c'est d'avoir à cœur d'en parler et des lieux pour le faire, et que ces lieux de parole puissent être des lieux de décision.

Il y aurait trois choses importantes :

- assurer l'éducation de tous les enfants en leur donnant le temps de s'approprier les savoirs et de les utiliser pour leurs propres projets d'enfant ;

- sortir les savoirs de la vision marchande et travailler au lien entre les savoirs savants et la vie quotidienne ;

- prendre le temps pour que chaque enfant puisse acquérir et développer son esprit critique, exprimer sa créativité, sa perception du monde et puisse connaître l'histoire des

hommes, les arts, le monde qui nous entoure.

Le système scolaire français a toujours eu pour but de sélectionner des élites, en donnant à la masse le minimum requis pour l'efficacité économique. Il n'y a pas à pousser des cris d'orfraie en regrettant le passé à la mode « Troisième République ». Durant tout le XXe siècle, se sont accumulés les combats pour « démocratiser » le système scolaire : école unique, collège unique, école obligatoire jusqu'à 12, 14, puis 16 ans. Mais ces combats n'étaient pas seulement ceux des enseignants : la société toute entière portait ce désir d'avancée sociale par l'école. Même les patrons avaient besoin de main d'œuvre plus qualifiée issue du territoire national, puisque pour la main d'œuvre non qualifiée, ils pouvaient aller la chercher par train et par bateau dans d'autres pays.

Ces avancées « démocratiques » qui ont permis à nombre d'enfants de se hausser plus loin que leur destin social ont été brisées par la « crise »...

**C'EST PAS DANS LES SALONS
QU'ON OBTIENDRA SATISFACTION !**

GRÈVE GÉNÉRALE !

**POUR L'ÉGALITÉ
ÉCONOMIQUE ET SOCIALE**



L'école ne doit pas être une marchandise, mais les savoirs non plus ne doivent pas devenir des objectifs marchands transmis avec parcimonie. Tout le monde doit pouvoir lire le monde, le comprendre, agir pour le rendre plus juste.

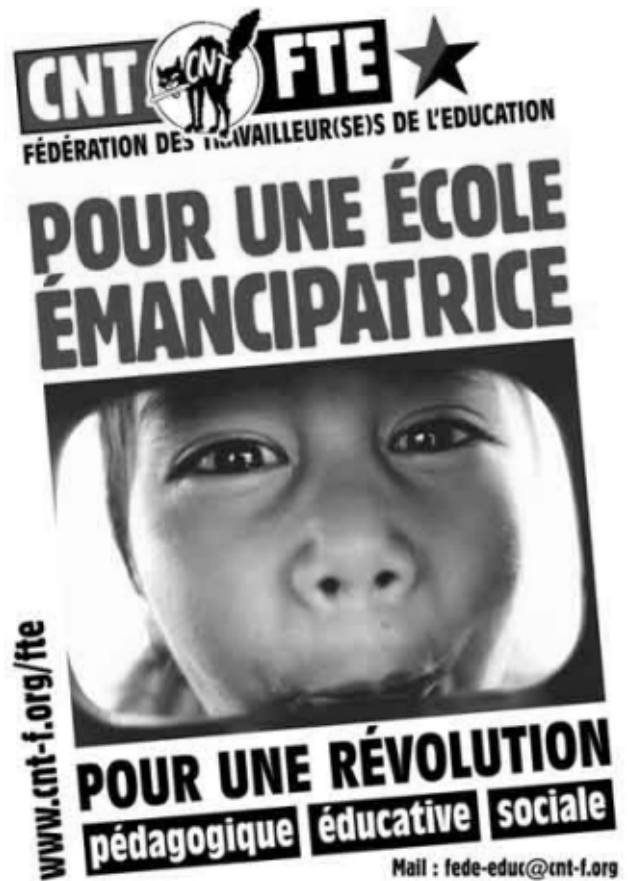
Dans la société actuelle, nous devons agir chaque jour :

Pour mettre en œuvre les droits acquis, qui ne le resteront que si nous pensons à nous en servir.... Puisqu'il n'est pas interdit ni d'être un enseignant engagé, ni de partager les tâches ménagères, ni de se syndiquer ou de lire des journaux non financés par la pub,... pas d'hésitation !

Pour défendre nos droits me-

nacés, car aucun droit n'est acquis sans une mobilisation réelle. Il est très important de ne pas oublier que si les enfants ne poussent plus de wagonnets au fond des mines en France, ce n'est pas par bonté d'âme, mais le résultat de luttes. Luttés qui restent à mener dans de nombreux pays ;

Mais nous devons aussi réfléchir, en regardant plus loin que notre nécessité immédiate, vers d'autres mondes possibles, et surtout qui restent à imaginer. La tâche est immense, les modèles anciens sont défaillants, c'est pourquoi enseigner aux enfants à être autonomes, réfléchir, décider et créer est plus que jamais urgent !



Cet enfant est un délinquant



Il est arrivé en retard le 20 novembre

Les directeurs d'écoles, l'administration de l'Éducation nationale et (en partie) les maires pourront trouver dans le système "bases-élèves" les données :
- familiales (adresse, numéros de téléphone, frères et sœurs...)
- sociales (aides, suivi extérieur...)
- scolaires (absentéisme, suivi réseau, ...)

Ce fichier n'est d'aucune utilité pour le fonctionnement de l'école. Enseignants, parents, refusons solidairement le fichage des enfants. Parlons-en lors des conseils d'école ; soutenons les enseignants sanctionnés ; interpellons les conseils municipaux et la hiérarchie de l'Éducation nationale.

ENSEMBLE, REFUSONS BASE-ÉLÈVE



Traçabilité des élèves en temps réel, dépistage précoce des déviances, traitement pro-actifs des comportements, surveillance biométrique

Nos enfants sont-ils dangereux ?

Depuis plusieurs années l'état ne cesse de mettre en place des nouveaux dispositifs de contrôle et de surveillance rapprochée des mineurs. Sous couvert de prévention active, c'est en fait un véritable arsenal répressif qui s'est développé dans les écoles, collèges, lycées et universités. La communauté éducative est sommée de participer à cette grande chasse aux mauvais garçons et aux filles délinquantes :

- plan de prévention de la délinquance détruisant le secret professionnel, instaurant la confusion des genres (entre travail social, éducatif et médical) et entraînant la collaboration forcée des enseignant-e-s et des

travailleur-se-s sociaux avec les forces répressives

- fichiers base élève et scone centralisant les données au niveau national et qui devaient contenir un nombre important de données sensibles (nationalité, langue d'origine, suivi psychologique, absentéisme...) finalement enlevées grâce à une résistance minoritaire mais active
- vidéo-surveillance envahissant toujours plus de lieux et facilitant le suivi en temps réel des personnes
- fichage génétique des mineur-e-s sur simple présomption de vol, dégradation ...
- questionnaire sur le comportement dans les écoles maternelles (L'enfant accepte-t-il

l'École Buissonnière 5/8

facilement de lâcher son doudou ? Répond-il à l'adulte ? Dit-il non ? ...)

- questionnaire intime sur la famille dans les évaluations expérimentales en cm2 (Quelle langue parles-tu à la maison ? D'habitude, qui vit avec toi à la maison ? Es-tu né en France ? Ton père est-il né en France ? Ta mère est-elle née en France ?)

- dispositifs de contrôle biométriques dans les écoles, collèges, lycées et université, tant en direction des personnels que des élèves et gestion informatique des déplacements

- cartes multifonctions utilisées dans les universités pour manger au Restaurant Universitaire, entrer dans les résidences étudiantes,

faire des photocopies, emprunter des documents à la bibliothèque universitaire, passer les examens, pénétrer dans les bâtiments de la fac, faire les démarches administratives

- arrestation et enfermement des mineur-e-s et de leur famille dans les centres de rétention.

L'idée des ordonnances de 1945 qui instaurait la protection des mineur-es est bafouée et on assiste bien à l'instauration d'une suspicion généralisée sur les enfants, les adolescent-e-s et les jeunes.

Nous croyons:

- qu'une société qui traite sa jeunesse en criminelle est une société qui se suicide.

- que les écoles ne doivent être ni des églises, ni des casernes, ni des

usines

- que l'acte éducatif se fonde sur les relations humaines et ne peut être mécanisé

- que les enfants sont des êtres en devenir et ne peuvent être considérés comme prédéterminés par leur comportement à certaines époques de leur vie.

C'est pourquoi nous appelons toutes celles et tous ceux qui partagent ces convictions à nous rejoindre pour œuvrer à une révolution sociale, pédagogique et libertaire afin de construire une autre école centrée sur le respect des enfants et travaillant à leur émancipation.



Refusons de payer leur crise, passons à la contre offensive !

« Mains en l'air c'est un hold up », voilà un des slogans crié lors des manifestations du 20 juillet dernier en Espagne qui résume bien ce que les populations européennes subissent depuis plusieurs années. Et c'est loin de s'arrêter. Nous risquons en France de devoir affronter ce que les gouvernements appellent « plans de rigueur ou d'austérité » avec une violence accrue dans les mois qui viennent. A travers l'Europe, les gouvernements veulent nous faire payer une dette qui n'est pas la nôtre. La dette des États européens a explosé ces 4 dernières années non parce que nous vivons au-dessus de nos moyens comme on nous l'assène, mais pour éviter à coups de centaines de milliards que les banques ne s'effondrent. Les populations doivent se sacrifier pour sauvegarder et augmenter les profits d'une minorité de riches qui contrôle l'économie et se moque éperdument de nos conditions de vie et de travail. Nous n'avons aucun intérêt à secourir ce système économique.

Licenciements, précarité, baisse des salaires et de tous les revenus sociaux (santé, retraite, allocations chômage etc) et hausse des taxes du type TVA, voilà la réalité de ce que les gouvernants appellent plan de rigueur. Dans la fonction publique, les plans de rigueur dans les pays européens les premiers touchés se sont traduits par une baisse drastique des effectifs et des salaires : il n'y a aucune raison que nous soyons épargnés si on laisse faire.

Ces plans d'austérité en plus d'être injustes sont inefficaces : leurs successions en Grèce (10 en 3 ans !) ou en Espagne n'ont même pas

permis d'arrêter la dégradation de la situation (l'endettement de ces États n'a cessé d'augmenter) justifiant ainsi un nouveau plan de rigueur : un véritable puits sans fond !

« Si tu veux gagner lutte sans relâche » est un autre slogan entendu dans les manifestations en Espagne qui nous montre la voie à suivre. Ces manifestant-e-s ont bien compris que leurs gouvernements ne les protégeront pas; en Espagne ou en Grèce ce sont les gouvernements de gauche qui ont eux-mêmes appliqué ces mesures d'austérité. Si dans l'été le gouvernement Hollande n'est pas revenu sur la promesse d'abroger la « TVA sociale » en revanche l'augmentation de la CSG a été décidée pour 2013, la logique est quasi identique, les salarié-e-s doivent payer. Cela laisse mal augurer de ce qui nous

attend en cas de dégradation très probable de la situation ... L'alternative dans les mois qui viennent est simple : soit subir une forte dégradation de nos conditions de vie, soit nous organiser collectivement et démocratiquement pour résister. Loin des journées d'action sans lendemain, nous devons construire dans l'unité à la base, une riposte sociale déterminée sans déléguer à d'autres la gestion de la lutte sociale. La tâche est ardue mais c'est ça ou les laisser nous plumer et faire ainsi le lit des réactionnaires de tout poil. Nous sommes confrontés à une logique systémique. Ainsi au-delà de la nécessaire lutte contre les plans d'austérité nous devons nous atteler à porter un projet de société en rupture avec le capitalisme et l'État (voir article sur l'autogestion).



La CNT 34 éducation à travers les luttes

En tant que syndicat des travailleurs de l'éducation, nous nous investissons dans les luttes portant sur le thème de l'éducation et plus généralement dans les mouvements sociaux interprofessionnels. Ainsi nous avons été particulièrement engagés dans les mouvements de 2003 et 2010 contre la casse du système de retraite, dans les luttes contre le CPE, la LRU et les réformes néfastes de Darcos en 2008. Notre

engagement ne se limite pas aux périodes de contestation sociale mais s'exprime aussi dans des luttes plus quotidiennes contre le fichage des individus, l'utilisation de la biométrie au fin de contrôle des populations, l'élitisme scolaire et le tri social. Nous participons donc à plusieurs collectifs comme la coordination des comités de soutien aux sans papiers et le collectif anti précarité. Notre but n'est pas de lutter à la place des personnes, mais bien de le faire collectivement avec elles. C'est pour cela que nous agis-

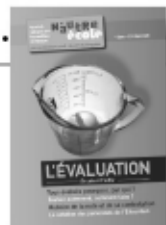
sons pour que les différents collectifs auxquels nous participons soient autogérés.

Nous invitons toutes celles et tous ceux qui veulent s'engager dans la construction d'un monde plus libre, plus égalitaire, plus solidaire et plus juste à nous rejoindre car nous sommes persuadés du besoin d'auto-organisation pour pouvoir agir plus efficacement.

Pour en savoir plus sur la CNT 34 éducation vous pouvez visiter notre site internet **www.cnt-f.org/éducation 34** ou nous contacter à l'adresse suivante **education34@cnt-f.org**. Il est aussi possible de découvrir plus d'informations sur le site de la fédération des travailleur-ses de l'éducation **www.cnt-f.org/fte** ou sur celui de la confédération **www.cnt-f.org**

« **Classes en lutte...** » est le bulletin mensuel de la fédération des travailleurs-ses de l'éducation de la CNT. Chaque mois il permet de s'informer sur les luttes menées par les syndicats de la fédération.

Pour le recevoir écrire à : **fede-educ@cnt-f.org** ou directement à **classesenlutte@cnt-f.org**



RECEVEZ UN NUMÉRO GRATUIT DE N'AUTRE école REVUE DE LA CNT ÉDUCATION
Merci de remplir ce formulaire et de nous le renvoyer pour recevoir gratuitement le prochain numéro.

Nom : Prénom : Adresse : Code Postal :
Ville : Pays : Profession : Mail :

N'AUTRE école - CNT-FTE, 33 rue des Vignoles 75020 Paris

Abonnement 3 mois gratuits au COMBAT SYNDICALISTE

Nom: Prénom: Adresse: Ville + CP:
Mail: Profession: Secteur d'activité:
Merci d'écrire en capital - Coupon à renvoyer à: **CS administration : 18 avenue de la Gloire 31500 Toulouse**